



Honte sur la direction de l'info !

Ce mercredi matin à 7 heures, les déménageurs sont venus prendre les affaires des journalistes du Service Politique de la Rédaction Nationale. Pourtant, la très grande majorité de ces journalistes se sont mis en grève pendant 36 heures à l'appel de l'intersyndicale de la rédaction (SNJ – CGT - CFDT) pour protester contre ce déménagement forcé. Rejoints par d'autres salariés de la rédaction, ils ont « occupé » pacifiquement leur bureau pendant cette période, empêchant ainsi le déménagement de leurs affaires prévu initialement dans la nuit du 14 novembre. Pour rappel, la direction a annoncé le report de la fusion des Services Politiques pour après les élections, mais a maintenu contre toute logique le rapprochement géographique de ces mêmes services !

Rien n'y fait. L'entreprise de démolition de la rédaction nationale continue. Michel Field pourra être fier dans les dîners en ville d'être le directeur de l'info à France télévisions qui aura liquidé une rédaction entière ! Et qui peut dire aujourd'hui à France télévisions à quoi sert cette fusion ?

Avec la poursuite de la fusion à marche forcée, avec la violence de ces déménagements opérés en catimini et avec une grande lâcheté, la direction n'a qu'un seul but : détruire une communauté de travail et avoir des journalistes aux ordres qui alimentent des tuyaux.

Avec ces déménagements, beaucoup de journalistes et de techniciens perdent du sens dans leur travail et sont déboussolés. Les retours d'expérience, notamment venus du Service Economique fusionné, doivent enfin alerter la présidente de FTV. Le management de France télévisions ne doit pas s'inspirer du management d'Orange qui avait à l'époque conduit à une montée des risques psycho sociaux avec des conséquences dramatiques.

Michel Field porte une grande responsabilité dans ce management autoritaire et violent.

Ces déménagements absurdes qui nous éloignent les uns des autres selon des logiques incompréhensibles brisent un collectif forgé dans le travail et pour le travail au fil des années pour le mirage d'une Rédaction Nationale commune imaginée sans souci du terrain pour plaire à une tutelle lointaine.

Tout rétablissement de la confiance semble désormais impossible.

Paris,
16 novembre 2016

CGT France télévisions Siège

7, Esplanade Henri de France Pièce A 210 75907 Paris Cedex 15 Tél. 01 56 22 47 02 / 04

cgt.siège@francetv.fr <http://cgtfrancesiège.references.judicielle.fr/>